

L'EMERGENCE DE LA CHINE : REMISE EN QUESTION DE L' ORDRE IMPERIALISTE ?

A l'origine de l' émergence de la Chine :la révolution ou l'ouverture ?

Les discours dominants prétendent que l'héritage du sous développement est en voie d'être dépassé par l'Asie qui « rattrape son retard » en s'affirmant au sein du système capitaliste, et non pas en rompant avec celui-ci ; et les apparences confortent bien cette vision de l'avenir. Un capitalisme qui perdrait de ce fait son caractère impérialiste du moins en ce qui concerne l'Asie de l'Est et du Sud Ajoutons également que la Chine et l'Inde sont des puissances nucléaires.

L'avenir que cette évolution traduirait est celui d'un monde multipolaire, organisé autour au moins de quatre pôles: les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, la Chine. Et peut être même autour de six pôles si l'on ajoute aux précédents la Russie et l'Inde. L'ensemble de ces pôles et des pays et régions qui leur sont directement associés (le Canada, l'Europe de l'Est, l'Asie du Sud-est, la Corée) rassemble la grande majorité des peuples de la Planète. Ce système multipolaire se distinguerait de ce fait des formes successives du déploiement de l'impérialisme multipolaire (jusqu'en 1945) puis monopolaire (avec la constitution de l'impérialisme collectif de la triade) qui ne rassemblaient qu'une minorité des peuples du monde.

L'analyse sur laquelle repose ce raisonnement me paraît courte. En premier lieu parce que cette prévision ne tient pas compte des politiques que Washington entend déployer pour mettre en échec le projet chinois. Et comme de surcroît l'Europe n'est pas encore parvenue à imaginer qu'elle puisse rompre avec l'atlantisme qui la situe dans le sillage des Etats-Unis, et que pour des raisons analogues et/ou particulières le Japon demeure déférent à l'égard de son protecteur d'outre Pacifique, les jours de l'impérialisme collectif de la triade sont encore loin d'être comptés. En second lieu la mesure du « succès » par les seuls taux de croissance de l'économie demeure trompeuse et la validité de sa projection au-delà de quelques années douteuse. La poursuite éventuelle de la croissance en Asie dépend de nombreux facteurs internes et externes qui s'articulent de manières diverses selon d'une part les modèles stratégiques de modernisation sociale choisis par les classes dominantes locales et d'autre part les réactions de l'extérieur (c'est-à-dire des puissances impérialistes qui constituent la triade). Au-delà de ce que représenterait la poursuite de la croissance du point de vue de l'équilibre écologique de la Planète le conflit avec les pays de la triade impérialiste bénéficiaires exclusifs jusqu'ici de l'ensemble des ressources de la Planète est de ce fait appelé à s'aiguïser.

Le discours dominant attribue le succès de la Chine post maoïste aux seules vertus du marché et de l'ouverture extérieure. Ce discours simplifie outrageusement l'analyse de la réalité de la Chine maoïste comme il ignore les problèmes posés par l'option capitaliste. Durant les trois décennies du maoïsme (1950 à 1980) la Chine avait déjà enregistré une croissance exceptionnelle à des taux doubles de ceux de l'Inde ou d'une quelconque grande région du tiers monde. Cela étant les performances des deux dernières décennies du siècle apparaissent encore plus extraordinaires. Ce qu'il faut néanmoins rappeler ici, c'est que ces réalisations sans pareilles n'auraient pas été possibles en l'absence des bases économiques, politiques et sociales construites au cours de la période précédente. Mais tandis que dans la période maoïste la priorité était donnée à la construction d'une base solide à long terme, la nouvelle politique économique a mis l'accent sur l'amélioration immédiate de la consommation rendue possible par l'effort précédent. Que la distorsion en faveur de la construction des bases à long terme ait caractérisé les décennies maoïstes n'est pas une hypothèse absurde. Mais en sens inverse l'accent placé sur les industries légères et les services à partir de 1980 ne peut durer indéfiniment, car la Chine en est encore à un stade qui exige l'expansion de ses industries de base.

L'impérialisme de la triade est fondé sur de nouveaux monopoles (le contrôle de la technologie, des flux de financement, de l'accès aux ressources naturelles de la planète, de l'information et de la communication, des armes de destruction massive) en lieu et place de l'ancien monopole de l'industrie. Ces nouveaux privilèges des centres impérialistes sont appelées à approfondir la polarisation à l'échelle mondiale, non à l'atténuer. Dans ce sens la qualification de « pays émergents » relève de la farce idéologique; il s'agit de pays qui, loin de « rattraper », construisent le

capitalisme périphérique de demain. La Chine ne fait pas exception. La Chine est déjà l'atelier du monde, un atelier de sous traitance au bénéfice du capital et de la consommation des centres impérialistes! En contrepoint de ce modèle la route en direction de l'alternative socialiste sera plus longue et différente de celles imaginées par les IIe et IIIe Internationales .Et dans cette perspective un « socialisme de marché » pourrait en constituer une première phase. Mais il y a des conditions pour qu'il en soit ainsi.

La contribution du maoïsme

Le marxisme de la IIe Internationale, ouvrieriste et eurocentriste, partageait avec l'idéologie dominante de l'époque une vision linéaire de l'histoire selon laquelle toutes les sociétés doivent passer d'abord par une étape de développement capitaliste (dont la colonisation – de ce fait « historiquement positive » - jetait les germes) avant de pouvoir aspirer au socialisme. L'idée que le « développement » des uns (les centres dominants) et le « sous développement » des autres (les périphéries dominées) étaient indissociables, produits immanents l'un et l'autre de l'expansion mondiale du capitalisme, lui était parfaitement étrangère.

Dans un premier temps Lénine prend quelques distances avec cette théorie dominante et conduit avec succès la révolution dans le « maillon faible » (la Russie), mais toujours avec la conviction que celle-ci sera suivie par une vague de révolutions socialistes en Europe. Espoir déçu ; Lénine amorce alors une vision qui donne plus d'importance à la transformation des rébellions de l'Orient en révolutions. Mais il appartenait au PCC et à Mao de systématiser cette perspective nouvelle.

La révolution russe avait été conduite par un Parti bien implanté dans la classe ouvrière et dans l'intelligentsia radicale. Son alliance avec la paysannerie s'est imposée naturellement. La réforme agraire radicale qui en a résulté donnait enfin satisfaction au vieux rêve des paysans russes : devenir propriétaires. Mais ce compromis historique portait en lui même les germes de ses limites : le « marché » devait produire par lui même, comme toujours, une différenciation grandissante au sein de la paysannerie (le phénomène bien connu de la « koulakisation »).

La révolution chinoise s'est déployée dès l'origine sur d'autres bases garantissant une alliance solide avec la paysannerie pauvre et moyenne. Par ailleurs la guerre de résistance à l'agression japonaise a également permis au front dirigé par les Communistes de recruter largement dans les classes bourgeoises déçues par les trahisons du Kuo Min Tang. La révolution chinoise, de ce fait, a produit une situation nouvelle différente de celle de la Russie post révolutionnaire. La révolution paysanne radicale a supprimé l'idée même de propriété privée du sol agraire, et lui a substitué la garantie pour tous les paysans d'un accès égal à celui ci. Jusqu'à ce jour cet avantage décisif, qui n'est partagé par aucun autre pays en dehors du Vietnam, constitue l'obstacle majeur à une expansion dévastatrice du capitalisme agraire. Les débats en cours en Chine portent en grande partie sur cette question. Mais par ailleurs le ralliement de nombreux bourgeois nationalistes au Parti Communiste devait par la force des choses exercer une influence idéologique propice à soutenir les dérives de ceux que Mao a qualifié de partisans de la voie capitaliste (« capitalist-roaders »).

De surcroît la Chine maoïste est parvenue à ces résultats en évitant les dérives les plus dramatiques de l'Union Soviétique : la collectivisation n'a pas été imposée par la violence meurtrière comme ce fut le cas avec le stalinisme, les oppositions au sein du Parti n'ont pas donné lieu à l'instauration de la terreur (Deng a été écarté, il est revenu...). L'objectif d'une égalité relative sans pareille, concernant tant la répartition des revenus entre les paysans et les ouvriers qu'au sein de ces classes et entre elles et les couches dirigeantes, a été poursuivi – avec des hauts et des bas bien sûr – avec ténacité et formalisé par des options de stratégie de développement qui font contraste avec celles de l'URSS (ces options ont été formulées dans les « dix grands rapports » au début des années 1960). Ce sont ces succès qui rendent compte des succès ultérieurs du développement de la Chine post maoïste à partir de 1980. Le contraste avec l'Inde qui, précisément, n'a pas fait de révolution, prend ici toute sa signification, non seulement pour rendre compte des parcours différents durant les décennies 1950 à 1980, mais encore de celles qui caractérisent des perspectives d'avenir probables (et/ou possibles) diverses. Ce sont ces succès qui expliquent que la Chine post maoïste, inscrivant désormais son développement dans la nouvelle mondialisation capitaliste n'a pas subi de chocs destructeurs analogues à ceux qui ont suivi l'effondrement de l'URSS.

Les succès du maoïsme n'avaient pas pour autant réglé de manière « irréversible » la question de la perspective à plus long terme au bénéfice du socialisme. D'abord parce que la stratégie du développement des années 1950-1980 avait épuisé son potentiel et qu'une ouverture (fut-elle contrôlée) s'imposait. Mais encore parce que simultanément le système de la Chine maoïste combinait les tendances contradictoires au renforcement des options socialistes et à leur affaiblissement. Mao, conscient de cette contradiction, a tenté de tordre le bâton en faveur du socialisme par le moyen d'une « Révolution Culturelle » (de 1966 à 1974). « Feu sur le quartier général » (le Comité Central du Parti), siège des aspirations bourgeoises de la classe politique aux postes de commande. Mao a cru que, pour mener à bien cette correction du cours, il pouvait s'appuyer sur la « jeunesse ». La suite des événements a montré l'erreur de ce jugement. La page de la Révolution Culturelle tournée, les partisans de la voie capitaliste se trouvaient encouragés à passer à l'offensive.

La maoïsme a contribué d'une manière décisive à prendre la mesure exacte des enjeux et du défi que représente l'expansion capitaliste/impérialiste mondialisée. Il nous a permis de placer au centre de l'analyse de ce défi le contraste centres/périphéries immanent à l'expansion du capitalisme « réellement existant », impérialiste et polarisant par nature, et d'en tirer toutes les leçons qu'il implique pour le combat socialiste, tant dans les centres dominants que dans les périphéries dominées. Ces conclusions ont été résumées dans une belle formule « à la chinoise » : « les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution ». Les Etats – c'est à dire les classes dirigeantes (de tous les pays du monde, quand elles sont autre chose que des laquais, courroies de transmission de forces extérieures) – s'emploient à élargir l'espace de mouvement qui leur permet de manœuvrer dans le système mondial (capitaliste) et de s'élever de la position d'acteurs « passifs » (condamnés à subir l'ajustement unilatéral aux exigences de l'impérialisme dominant) à celui d'acteurs « actifs » (qui participent au façonnement de l'ordre mondial). Les Nations – c'est à dire les blocs historiques de classes potentiellement progressistes – veulent la libération, c'est à dire le « développement » et la « modernisation ». Les peuples – c'est à dire les classes populaires dominées et exploitées – aspirent au socialisme. La

formule permet de comprendre le monde réel dans toute sa complexité et, partant, de formuler des stratégies d'action efficaces. Elle se situe dans une perspective de longue – très longue – transition du capitalisme au socialisme mondial, et, par là même, rompt avec la conception de la « transition courte » de la IIIe Internationale.

Le socialisme de marché : étape dans la transition socialiste ou raccourci vers le capitalisme ?

Les conditions d'un socialisme de marché authentique

La classe dirigeante chinoise a choisi la voie capitaliste, sinon depuis Deng, du moins après lui. Mais elle ne le reconnaît pas parce qu'elle tient toute sa légitimité de la révolution qu'elle ne saurait répudier sans se suicider. Mais on doit juger les forces politiques par ce qu'elles font et non par ce qu'elles disent. Le projet réel de la classe dirigeante chinoise est de nature capitaliste, et le « socialisme de marché » devient un raccourci permettant de mettre en place progressivement les structures et les institutions fondamentales du capitalisme, en réduisant au maximum les frottements et les peines de la transition au capitalisme. La méthode se situe aux antipodes de celle adoptée par la classe dirigeante russe qui a accepté de renier à la fois la révolution et l'évolution ultérieure qui lui a permis de se constituer en classe nouvelle, candidate à devenir bourgeoise. La classe dirigeante chinoise sait que la ligne qu'elle s'efforce de faire progresser conduit au capitalisme, et le souhaite, même si peut être une fraction (sans doute minoritaire) reste prisonnière de la rhétorique du « socialisme à la chinoise ». Elle sait aussi que son peuple est attaché aux « valeurs du socialisme » (l'égalité en premier lieu) et aux avancées réelles qui leur ont été associées (le droit d'accès égal à la terre de tous les paysans en premier lieu). Elle sait donc qu'il lui faut avancer vers le capitalisme avec beaucoup de prudence et de lenteur calculée.

La structure de la construction capitaliste, son degré de stabilité, sont les produits des « compromis historiques », des alliances sociales définissant les blocs hégémoniques qui se succèdent au fur et à mesure de la construction du système. La spécificité de chacune des voies historiques (l'anglaise, la française, l'allemande, l'américaine ...) définies par ces successions a produit à son tour les particularités éventuelles des formes contemporaines propres à chacune des sociétés capitalistes en question. C'est parce que ces cheminements – différents – ont été conduits avec succès que le capitalisme dans les pays du centre du système mondial est « stabilisé » (ce qui n'est pas synonyme « d'éternel » !).

Quelles sont les possibilités offertes à la voie capitaliste dans la Chine d'aujourd'hui ? Des alliances entre les pouvoirs de l'Etat, la nouvelle classe de « grands capitalistes privés », les paysans des zones enrichies par les débouchés que leur offrent les marchés urbains, les classes moyennes en plein essor sont déjà en place. Mais il reste que ce bloc hégémonique exclut la grande majorité des ouvriers et des paysans. Toute analogie avec les alliances historiques construites par certaines bourgeoisies européennes avec la paysannerie (contre la classe ouvrière), puis, par la suite le compromis historique capital-travail de la social-démocratie, demeure donc artificiel.

Le modèle de développement capitaliste à l'oeuvre est fondé sur la priorité aux exportations sur lesquelles se greffe la croissance de la consommation des classes moyennes. C'est le modèle que j'ai analysé comme étant par excellence celui de l'accumulation périphérique. Sa poursuite implique ce qu'on voit déjà: une exploitation barbare des travailleurs qui rappelle le XIX^e siècle, un désastre écologique. En contrepoint un modèle de développement authentique est nécessairement fondé sur la priorité à l'élargissement du marché interne au bénéfice des classes populaires renforcé par le développement des productions de biens de production. Les conflits politiques et sociaux en Chine opposent ces deux lignes.

Cette faiblesse d'un bloc hégémonique pro-capitaliste en Chine est à l'origine du problème difficile de la gestion politique du système. Je laisse aux propagandistes étatsuniens vulgaires le soin de placer un signe d'égalité entre marché et démocratie. Le capitalisme fonctionne, dans certaines conditions, en parallèle avec une pratique politique d'une forme démocratique limitée, pour autant qu'il parvienne à en contrôler l'usage et à en éviter les « dérives » (anti-capitalistes) que la démocratie authentique comporte fatalement. Lorsqu'il en est incapable, le capitalisme se passe tout simplement de démocratie et ne s'en porte pas plus mal.

La question démocratique

La question démocratique en Chine se pose dans des termes plus complexes, du fait de l'héritage de la III^e Internationale et de ses concepts singuliers concernant la « dictature du prolétariat ». La "ligne de masse" mise en oeuvre à l'époque maoïste, en rupture avec la tradition soviétique, avait amorcé une démocratie participative réelle bien qu'insuffisante. Aujourd'hui abandonnée il est évident que le maintien des formes politiques en place est difficilement compatible avec une option capitaliste qui apparaîtra de plus en plus telle. Comment le Parti-Etat pourra-t-il maintenir son nom (parti communiste !) et sa référence, de pure rhétorique fut-elle, à Marx et à Mao ! Leur abandon au profit de l'adoption des formes de la « démocratie occidentale » (pluripartisme électoral pour l'essentiel) pourra-t-il fonctionner dans les conditions du pays ? J'en doute, non pour des raisons para-culturelles prétendues historiques (du style « la démocratie est un concept étranger à la culture chinoise »), mais parce que les luttes sociales dans lesquelles risque de se mobiliser la majorité des classes populaires en rendraient la pratique intenable. La Chine doit inventer une autre forme de démocratie, associée au socialisme de marché conçu comme phase dans la longue transition socialiste. A défaut je ne vois guère que la succession d'autocraties sans légitimité et d'intermédiaires de « petite démocratie » instable, qui est le lot courant du tiers monde capitaliste.

Le socialisme se définit comme émancipation de l'humanité. Le socialisme « achevé » si tant est qu'on puisse qualifier comme tel un système social quelconque ne peut être décrit à l'avance en termes de formes d'organisations précises et d'institutions adéquates mais dans ceux des principes qui doivent guider l'imagination créatrice des peuples et leur plein exercice des pouvoirs que leur fournit une démocratisation toujours inachevée. Sur ce plan l'utopie créatrice inspirée de Marx (en acceptant qu'être marxiste ce n'est pas s'arrêter à Marx mais partir de lui) a beaucoup plus à dire que ce qu'une médiocre sociologie dite réaliste peut offrir à la réflexion. La route en direction de ce socialisme sera longue, plus longue (et différente) de celles imaginées par les II^e et III^e Internationales. Et dans cette perspective un « socialisme de marché » pourrait en constituer une première phase. Mais il y a des conditions pour qu'il en soit ainsi, que je formulerai comme suit.

Des formes de propriété collective doivent être créées, maintenues et renforcées au cours de tout le processus d'avancée sociale. Ces formes peuvent, et doivent même, être multiples : relever de l'Etat, des collectivités régionales, de collectifs de travailleurs ou de citoyens. Mais pour qu'elles puissent opérer avec toutes les responsabilités que le respect de l'échange marchand exige il leur faut être conçues comme des formes de propriété authentique (fusse-t-elle non privée), non comme des expressions de pouvoirs mal définis. Je n'accepte pas, à ce propos, la simplification à la mode – inventée par von Mises et von Hayek – qui confond propriété et propriété privée. Cette réduction/simplification procède de la confusion planification centralisée à la soviétique / socialisme. Par ailleurs la dominance de la propriété collective n'exclut pas la reconnaissance d'une place octroyée à la propriété privée. Non seulement de la « petite propriété » locale (artisanats, petites et moyennes entreprises, petits commerces et services), mais même peut être de la « grande entreprise », voire d'arrangements avec le grand capital transnationalisé. A condition que le cadre dans lequel ceux-ci sont autorisés à se mouvoir soit clairement défini. L'exercice des responsabilités de « propriétaires » (Etat, collectivités et privés) doit être régulé. Cette régulation doit faciliter la combinaison conflictuelle entre les exigences associées à une accumulation de caractère capitaliste (en dépit du caractère collectif de la propriété) et celles du déploiement progressif des valeurs du socialisme (l'égalité en premier lieu, l'intégration de tous dans le processus de changement, le service public au sens le plus noble du terme). La démocratie est alors non une formule donnée une fois pour toute, qu'il n'y a plus qu'à « appliquer », mais un processus toujours inachevé, qui me fait lui préférer le terme de démocratisation. Celle-ci doit alors savoir combiner, dans des formulations sans cesse plus complexes et riches, les exigences incontournables de leur définition en termes de « procédures » précises (l'Etat de droit dans le langage simplifié) et en termes « substantiels » capables de renforcer l'impact des valeurs du socialisme sur les processus de décision à tous les niveaux et dans tous les domaines.

La centralité de la question agraire

La Chine actuelle s'est déjà positionnée en dehors du « socialisme de marché » tel que proposé ici, s'étant avancée dans la voie capitaliste, ayant accepté – en principe – la perspective de la substitution de la propriété privée à celle de la dominance de la propriété collective et publique. Beaucoup de critiques – chinois en particulier – du système actuel affirment qu'il est « déjà trop tard », non sans

arguments factuels solides. Ce n'est pas exactement mon point de vue. Tant que le principe de l'accès égal à la terre reste reconnu et que sa mise en œuvre effective reste opérante, je crois pouvoir conclure qu'il n'est pas trop tard pour que l'action sociale parvienne à infléchir une évolution encore incertaine.

La population de Chine s'élevait en 2000 à 1 200 millions d'habitants dont deux tiers de ruraux (800 millions). Une projection simple à l'horizon 2020 (vingt ans) démontre qu'il serait illusoire, voire dangereux, de croire que l'urbanisation pourra réduire sensiblement le nombre des ruraux, même si elle parvient à en abaisser la proportion. Une croissance démographique de l'ordre de 1,2 % par an portera la population de la Chine en 2020 à 1 520 millions. Par ailleurs admettons que la Chine parvienne à soutenir une belle croissance de ses industries et des services modernes localisés dans les zones urbaines, au taux de 5 % l'an. Pour y parvenir la modernisation et les exigences de compétitivité imposeront certainement que cette croissance ne soit pas produite exclusivement par un mode d'accumulation extensif (les « mêmes industries et services » qu'à l'heure actuelle, mais en plus grand nombre), mais par un mode partiellement intensif, associé à une forte amélioration de la productivité du travail (à un taux de l'ordre de 2 % l'an). La croissance de l'offre d'emplois urbains serait alors de 3 % l'an, portant le chiffre de la population absorbable en zone urbaine à 720 millions. Ce dernier chiffre inclurait le même volume de population urbaine actuellement réduite soit au chômage, soit à des emplois précaires et informels (et ce volume n'est pas négligeable). Néanmoins leur proportion serait alors fortement réduite (et ce serait déjà un beau résultat). Une simple soustraction montre alors que 800 millions de Chinois – le même nombre qu'aujourd'hui mais dans une proportion réduite de 67 % à 53 % de la population totale – devraient demeurer ruraux. S'ils sont condamnés à émigrer en ville, parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, ils ne pourront qu'y grossir une population marginalisée de bidonvilles, comme c'est le cas depuis longtemps dans le tiers monde capitaliste. Une projection à plus long terme – quarante ans – conforterait cette conclusion. Ce problème est loin d'être spécifique à la Chine. Il concerne l'ensemble du tiers monde, c'est à dire 75 % de la population mondiale.

L'argument des défenseurs du capitalisme est que la question agraire en Europe a bien trouvé sa solution par l'exode rural. Pourquoi les pays du Sud ne reproduiraient-ils pas, avec un ou deux siècles de retard, un modèle de transformation analogue ? On oublie ici que les industries et les services urbains du XIXe siècle européen exigeaient une main d'œuvre abondante et que l'excédant de celle-ci a pu émigrer en masse vers les Amériques. Le tiers monde contemporain n'a pas cette possibilité et s'il veut être compétitif comme on lui ordonne de l'être il doit d'emblée recourir aux technologies modernes qui exigent peu de main d'œuvre. La polarisation produite par l'expansion mondiale du capital interdit au Sud de reproduire avec retard le modèle du Nord.

Alors que faire ? Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXIe siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. La « question agraire », loin d'avoir trouvé sa solution, est plus que jamais au cœur des défis majeurs auxquels l'humanité sera confrontée au XXIe siècle.

Or la Chine dispose dans ce domaine d'un atout majeur – l'héritage de sa révolution – qui lui permettrait de produire l'un des « modèles » possibles de ce qu'il faut faire. L'accès à la terre est en effet pour la moitié de l'humanité un droit fondamental, et sa reconnaissance la condition de sa survie. Ce droit, ignoré par le capitalisme, pas même mentionné dans la Charte des Droits de l'ONU, est reconnu jusqu'à ce jour en Chine (et au Viet Nam). L'illusion suprême serait qu'en y renonçant, c'est à dire en attribuant à la terre le statut de marchandise comme le suggèrent tous les propagandistes du capitalisme en Chine et ailleurs, on pourrait « accélérer la modernisation ».

La modernisation de l'agriculture est bien l'une des quatre modernisations formulées par Zhou Enlai. Qu'elle s'impose ne signifie nullement que la croissance nécessaire de la production agricole exige qu'on abandonne le droit à la terre de tous au bénéfice de quelques uns. Cette voie donnerait certainement une belle croissance de la production de quelques uns, mais au prix de la stagnation de beaucoup. La moyenne que représenterait cette croissance pour l'ensemble de la paysannerie restée sur place ou émigrée dans les bidonvilles risquerait fort d'être finalement médiocre à long terme. Cette réalité n'intéresse pas les défenseurs inconditionnels du capitalisme. L'accumulation et l'enrichissement de quelques est la seule loi qu'il connaisse, l'exclusion des « inutiles », fussent-ils des milliards d'êtres humains, n'est pas son problème.

L'histoire de la Chine au cours du dernier demi siècle a démontré qu'une autre voie, visant à engager l'ensemble de la paysannerie dans le processus de la modernisation, (laquelle respecte donc le droit à la terre de tous) peut donner des résultats qui soutiennent favorablement la comparaison avec la voie capitaliste (la comparaison entre la Chine et l'Inde est sur ce plan fort instructive). L'erreur du modèle kolkhozien soviétique et de celui des communes chinoises a été précisément, en parallèle à celle de la planification centralisée, d'avoir érigé ces formules en solutions prétendues définitives. Je rejoins ici les propositions de nombreuses organisations paysannes chinoises qui prônent le soutien à un mouvement diversifié de coopératives volontaires.

La question nationale

La question nationale occupe tout également une place centrale dans les débats chinois et dans les luttes politiques qui opposent les partisans de lignes d'évolution différentes. La Chine a été victime de l'agression impérialiste ininterrompue des puissances occidentales et du Japon de 1840 à 1949. Ses agresseurs ont su passer des alliances avec les classes dominantes réactionnaires locales – « féodaux » et comprador (le terme même a été forgé par les communistes chinois), seigneurs de la guerre. La guerre de libération conduite par le Parti Communiste a rendu à la Chine sa dignité et reconstruit son unité (la question de Taiwan demeurant seule non solutionnée jusqu'ici). Tous les Chinois savent cela. En dépit des régionalismes que la taille du pays génère fatalement, la nation chinoise (han) est une réalité (et je m'en félicite). Les seules questions nationales gérées d'une manière discutable (encore que je ne partage pas du tout le point de vue des prétendus « défenseurs de la démocratie » passés à l'éloge – et au service – des lamas et des mollas, qui, au delà de leur obscurantisme, ont toujours exploité avec la plus grande violence barbare leurs propres peuples jusqu'à ce que la révolution chinoise vienne les en libérer), sont celles qui concernent les Tibétains et les Ouïgours. L'impérialisme s'emploie activement à exploiter ces faiblesses du régime.

Les Chinois ont une conscience forte de la place que leur nation a occupé dans l'histoire. C'est pourquoi l'intelligentsia chinoise a toujours tourné ses regards vers ceux des « modèles » extérieurs qui, de leur avis, leur permettraient de découvrir ce qu'ils leur fallait faire pour rendre à la Chine sa place dans le monde moderne. Depuis le 4 Mai 1919 ce modèle était soit celui du Japon (dont s'inspirait le Kuo Min Tang) soit celui de la Russie révolutionnaire (qui s'est finalement imposé parce qu'il associait le combat contre l'impérialisme à une transformation sociale révolutionnaire qui engageait tout le peuple). Le Japon en crise, la Russie effondrée, l'Europe elle même s'employant à imiter les Etats Unis, la Chine risque de ne plus voir la modernité et le progrès qu'à travers le « modèle étatsunien », qui est pourtant celui de leur adversaire comme l'était hier le Japon. La Chine, grande nation, se compare toujours aux plus puissants.

Un avenir incertain

L'héritage de la révolution chinoise pèse et continuera à peser d'un poids positif considérable. Les succès enregistrés au cours des vingt dernières années n'auraient pas été possibles sans la révolution. Seuls les propagandistes de l'impérialisme américain et leurs émules européens et chinois font semblant de l'ignorer.

« La Chine est un pays pauvre où l'on ne voit que peu de pauvres ». La Chine nourrit 22 % de la population mondiale bien qu'elle ne dispose que de 6 % des terres arables de la planète. Le véritable miracle se situe là. En rapporter l'origine principale à l'ancienneté de la civilisation chinoise n'est pas correct. Car s'il est vrai que jusqu'à la révolution industrielle la Chine disposait d'un équipement technologique plus avancé dans l'ensemble que toutes les autres grandes régions du monde, sa situation s'était dégradée pendant un siècle et demi et avait produit le spectacle d'une misère à grande échelle comparable à celle des pays de la périphérie ravagés par l'expansion impérialiste, Inde et autres. La Chine doit son redressement remarquable à sa révolution. A l'autre extrémité de l'éventail des situations créées par l'expansion capitaliste mondiale je situerai le Brésil : « un pays riche où l'on ne voit que des pauvres ».

La révolution chinoise a fait entrer la société de ce pays dans la modernité. Cela s'exprime dans tous les aspects du comportement de ses citoyens qui se considèrent responsables de leur histoire. Cette modernité explique qu'on ne voit pas en Chine d'expression de ces névroses para-culturelles qui sévissent ailleurs, dans les pays musulmans, dans l'Inde hindouiste, en Afrique sub-saharienne. Les Chinois vivent leur temps, ne se nourrissent pas de ces variétés de nostalgie à l'égard d'un passé

mythologique recomposé qui caractérisent ailleurs l'air du temps. Ils ne connaissent pas de problème « d'identité ». Or si la modernité ne produit pas ipso facto la démocratie, elle en crée les conditions, impensable sans elle. Comparativement peu de sociétés de la périphérie du système capitaliste ont fait ce saut dans la modernité (la Corée et Taiwan constituent des exceptions). Au contraire le moment actuel est dans l'ensemble caractérisé sur ce plan par d'effroyables régressions à travers lesquelles s'exprime la faillite du capitalisme. « Le vieux monde se meurt, le nouveau n'est pas encore né, dans ce clair obscur se profilent des monstres » avait déjà écrit Gramsci. Dans ce domaine le discours dominant concernant les prétendus héritages culturels favorables ou défavorables à la démocratie n'alimente que davantage de confusion. Car ce discours ignore la rupture que constitue la modernité, attribuant aux prétendues « cultures » des caractères invariants transhistoriques. La modernité dans laquelle la Chine s'est engouffrée constitue un atout majeur pour son avenir. La révolution et le plongeon dans la modernité ont transformé le peuple chinois plus qu'aucun autre dans le tiers monde contemporain. Les classes populaires chinoises ont confiance en elles mêmes, elles savent se battre et elles savent que la lutte paye. Elles se sont largement débarrassées des attitudes de soumission. L'égalité est devenue une valeur essentielle de l'idéologie commune. La combativité dans les luttes sociales est remarquable. Ces luttes, qui se chiffrent par milliers, prennent souvent des formes violentes et ne se soldent pas toujours par des échecs. Le pouvoir le sait et s'emploie à la fois à réprimer, à tenter d'éviter la cristallisation de fronts de lutte dépassant les horizons locaux (par l'interdiction de l'organisation autonome des classes populaires) et à en atténuer les dangers par l'art du « dialogue » et de la manipulation. Ces luttes n'ont pas l'heure de plaire à la plupart des défenseurs occidentaux « des droits de l'homme ». La démocratie au service de la lutte des classes ne les intéresse pas, elle en inquiète même certains. Par contre la revendication démocratique dont tous prennent la défense systématique et dont ils nous rebattent les oreilles est celle des « libéraux » dont le pouvoir tente aussi d'atténuer la virulence de leur défense des vertus du capitalisme !

L'avenir de la Chine reste incertain. La bataille du socialisme n'y a pas été gagnée. Mais elle n'a pas (encore ?) été perdue. Et à mon avis elle ne le serait que le jour où le système chinois aura renoncé au droit à la terre de tous ses paysans. Jusque là les luttes politiques et sociales peuvent infléchir le cours des évolutions. La classe politique dirigeante s'emploie à maîtriser ces luttes par le seul moyen de sa dictature bureaucratique. Des fragments de cette classe pensent également circonvier par ce même moyen l'émergence de la bourgeoisie. La bourgeoisie et les classes moyennes dans leur ensemble ne sont pas décidées à se battre pour la démocratie et acceptent sans difficulté le modèle de l'autocratie « à la manière asiatique », pourvu que celle-ci autorise le déploiement de leurs appétits de consommateurs. Les classes populaires se battent sur les terrains de la défense de leurs droits économiques et sociaux. Parviendront-elles à unifier leurs combats, à inventer des formes d'organisation adéquates, à formuler un programme alternatif positif, à définir le contenu et les moyens de la démocratie qui peut le servir ?

C'est pourquoi trois familles de scénarios de l'avenir en construction doivent être envisagés. Ces trois schémas correspondent : (i) au projet impérialiste de démembrement du pays et de compradorisation de ses régions côtières ; (ii) à un projet de développement capitaliste « national » ; et (iii) à un projet de développement national et populaire, associant d'une manière à la fois complémentaire et conflictuelle des logiques capitalistes de marché et des logiques sociales s'inscrivant dans une perspective socialiste à long terme, dont ce projet constituerait une phase, celle à venir dans l'immédiat.

L'option en faveur du marché dérégulé et de l'ouverture maximale – c'est à dire celle des libéraux chinois et étrangers – fait le jeu de la stratégie impérialiste, accentuant les motifs de dépolitisation et d'opposition sourde des classes populaires parallèlement au renforcement de la vulnérabilité extérieure de la nation et de l'Etat chinois. Elle n'est évidemment pas porteuse d'une démocratisation quelconque. De surcroît cette option ne ferait pas sortir la Chine du statut de participant périphérique dominé et subordonné aux logiques de déploiement du nouvel impérialisme de la triade. Ce qui sépare le second modèle du troisième pourrait paraître difficile à identifier d'une manière précise au premier regard : une maîtrise affirmée des relations extérieures, des modes de redistribution qui maintiennent un niveau acceptable de solidarité sociale et régionale. Mais en fait la différence est de nature et non de degré de puissance des moyens de la politique d'Etat mis en œuvre. Le véritable débat trouve ici son fondement ultime. L'option progressiste ne peut être fondée que sur une priorité donnée à l'expansion du marché interne, sur la base de rapports sociaux régulés de manière à réduire au maximum les inégalités sociales et régionales ; et, en conséquence, la soumission des rapports extérieurs aux exigences de cette logique motrice. L'option qui lui fait contraste prend l'insertion sans cesse approfondie dans le système capitaliste mondial comme moteur principal du développement économique. Cette option est associée d'une manière inévitable à l'aggravation des inégalités régionales est surtout sociales. Exprimé dans

ces termes l'alternative ne laisse qu'une marge étroite à une option de « capitalisme national » capable de rattraper à terme le monde capitaliste développé pour faire de la Chine une nouvelle grande puissance, voire superpuissance contraignant celles qui sont en place à renoncer à leur hégémonie. Il est peu probable qu'un pouvoir politique quelconque puisse maintenir assez longtemps le cap à l'intérieur de cette marge étroite et donc qu'une stratégie inspirée par cet objectif perspectif puisse éviter de tomber à droite (et finir par se soumettre au plan impérialiste) ou à gauche (évoluer vers le troisième modèle)

Quelques conclusions: la Chine dans le débat sur le développement

Les deux temps maoïste et post maoïste de l'expérience de la Chine ne confirment en rien le discours dominant du "développement dans le capitalisme mondialisé". Au contraire, en dépit des apparences, ils l'infirmement et confortent l'analyse que je propose de la polarisation, inhérente à l'expansion mondiale du capitalisme réellement existant. La Chine n'est pas une superpuissance émergente mais, si elle poursuit dans la voie dans laquelle elle est engagée, le modèle par excellence de la périphérie de demain.

Une autre voie est possible, amorcée par le maoïsme. Celui-ci a donné la réponse qu'il fallait au problème agraire et de ce point de vue constitue pour tous les peuples des périphéries (75 % de l'humanité) un modèle majeur. Le maoïsme avait amorcé la construction d'un "autre monde" qui n'a pas été inventé par les jeunes occidentaux en colère (à juste titre) à Seattle. Une meilleure connaissance de sa réalité (je renvoie ici au livre magnifique de Lin Chun) leur apporterait une conscience plus forte des véritables défis auxquels l'humanité est confrontée. Certes le maoïsme avait ses limites (voir mon livre *L'avenir du maoïsme*). En tout état de cause il n'était pas une réplique du stalinisme, comme on le dit sans réfléchir, et, de ce fait, pouvait s'ouvrir sur de nouvelles avancées.

Certes les réalisations du post maoïsme sont impressionnantes en apparence: 200 millions d'urbains additionnels, mieux logés et nourris que partout ailleurs dans le tiers monde, une industrie capable d'exporter et d'absorber le progrès technologique, la réduction de poches de pauvreté rurale. Mais ces réalisations demeurent vulnérables: 40 % des exportations de la Chine proviennent de filiales et de sous-traitants des multinationales. Elles ont été de surcroît associées à une inégalité croissante dans la répartition sociale et régionale. Cette contradiction majeure invite à relativiser l'éloge du modèle. Elle donne aussi l'espoir que, par son dépassement possible à gauche, la Chine peut participer à la construction d'"un autre monde", meilleur.

NOTES

1. Je renvoie à mon livre:

Samir Amin, *The future of maoism*, MR, NY, 1983

2. Je renvoie également à:

Lin Chun, *The transformation of Chinese socialism*, Duke U P, 2006

3. Concernant le modèle de l'accumulation périphérique, voir

Samir Amin, Accumulation and development, a theoretical model; *Review of African Political Economy*, n° 1, 1974, pp 9-26. Also in, *Development and Underdevelopment in Latin America and the Caribbean*, U. of Toronto, 1975.

4. Concernant les "5 monopoles" de l'impérialisme nouveau et de la polarisation en construction, voir:

Samir Amin, *Capitalism in the age of globalisation*, Zed 1997, pp3-5.